

RÈGLEMENT 242-2015

**DÉCRÉTANT LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
ET L'IMPOSITION DES TAXES POUR L'ANNÉE 2016**

PROCÉDURE	DATE	NUMÉRO
Avis de motion	15/11/03	8381-11-2015
Avis public de la tenue de la session spéciale	15/12/07	
Adoption du règlement	15/12/15	8458-12-2015
Avis public d'entrée en vigueur	15/12/18	
Amendé par la résolution		
Amendé par le règlement		
Abrogé par le règlement		

CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC
 M.R.C. DES LAURENTIDES
 MUNICIPALITÉ DE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ

RÈGLEMENT NUMÉRO 242-2015

**DÉCRÉTANT LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
 ET L'IMPOSITION DES TAXES POUR L'ANNÉE 2016**

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné le 3 novembre 2015.

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION 1 :

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

1.1 Le Conseil adopte le budget d'opération suivant de la Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré pour l'exercice financier 2016 :

REVENUS	
TAXES	
TAXES SUR VALEUR FONCIÈRE	
Taxes générales	
Catégorie résiduelle, agricole et 6 logements et plus	2 851 994 \$
Catégorie immeubles non résidentiels et industriels	517 974 \$
Catégorie terrains vagues desservis	32 251 \$
Total taxes générales	3 402 219 \$
Taxes – activités de fonctionnement	
Sûreté du Québec	101 438 \$
Taxes de secteur – activités de fonctionnement	
Entretien barrage Lac Colibri	998 \$
Taxes spéciales pour remboursement des emprunts et du fonds de roulement	
Total taxes spéciales (tous les immeubles imposables)	531 130 \$
Taxes de secteur - service de la dette	154 002 \$
Total (sur la valeur foncière)	4 189 787 \$
SUR UNE AUTRE BASE	
Tarification pour services municipaux	
Eau	181 194 \$
Égouts	69 549 \$
Traitement des eaux usées	66 522 \$
Matières résiduelles	366 685 \$
Sûreté du Québec	502 207 \$
Autres (Roulottes)	240 \$
Entretien Chemin Desjardins	2 523 \$
Réserve barrage Lac Colibri	2 500 \$
Centre d'urgence 911	19 000 \$
Service de la dette	55 180 \$
TOTAL (sur autre base)	1 265 600 \$
TOTAL DES TAXES	5 455 387 \$

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	
GOVERNEMENT DU QUÉBEC	
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	
Taxes foncières	14 313 \$
Taxes, compensations et tarifications	2 710 \$
Compensations terres publiques	23 377 \$
Immeubles de la santé et des services sociaux	5 500 \$
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES	
Taxes foncières	1 283 \$
Taxes, compensations et tarifications	771 \$
ORGANISMES MUNICIPAUX	
Taxes foncières	25 686 \$
Compensations pour services municipaux	2 447 \$
TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	76 087 \$
TRANSFERTS	
TRANSFERTS CONDITIONNELS	
Réseau routier	72 486 \$
Réseau d'aqueduc	6 302 \$
Réseau d'égouts	4 976 \$
Traitement des eaux usées	67 991 \$
Redevances matières résiduelles	28 000 \$
Redevances collecte sélective	110 000 \$
Loisirs et culture	32 443 \$
Total	322 198 \$
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	
Ristourne - Sûreté du Québec	43 500 \$
Sécurité incendie	5 000 \$
Entretien chemin Desjardins – Montcalm	6 350 \$
Total	54 850 \$
AUTRES SERVICES RENDUS	
Administration générale	3 390 \$
Sécurité publique	3 250 \$
Voirie	35 200 \$
Loisirs et culture	70 990 \$
Total	112 830 \$
IMPOSITION DE DROITS	
Licences et permis	50 650 \$
Droits de mutation immobilière	235 000 \$
Droits sur les carrières et sablières	120 000 \$
Total	405 650 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	34 000 \$
INTÉRÊTS	65 350 \$
CONTRIBUTIONS DES ORGANISMES MUNICIPAUX	4 500 \$

AUTRES	83 280 \$
TOTAL DES REVENUS DE SOURCES LOCALES	760 460 \$
TOTAL DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT	6 614 132 \$

DÉPENSES	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	
Conseil municipal	159 789 \$
Application de la loi	54 493 \$
Gestion financière et administrative	667 205 \$
Greffe	126 848 \$
Évaluation	79 700 \$
Gestion du personnel	29 329 \$
Autres	21 000 \$
Total	1 138 364 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Police	668 068 \$
Protection contre les incendies	324 553 \$
Sécurité civile	1 548 \$
Autres	26 994 \$
Total	1 021 163 \$
TRANSPORT	
Réseau routier	
Voirie municipale	663 374 \$
Enlèvement de la neige	716 522 \$
Éclairage des rues	29 035 \$
Circulation et stationnement	29 296 \$
Transport adapté et collectif	23 600 \$
Total	1 461 827 \$
HYGIÈNE DU MILIEU	
Usine de traitement de l'eau potable	73 205 \$
Réseau de distribution de l'eau potable	113 794 \$
Traitement des eaux usées	69 116 \$
Réseaux d'égouts	76 265 \$
Matières résiduelles	540 404 \$
Cours d'eau (barrage)	998 \$
Protection de l'environnement	185 044 \$
Total	1 058 826 \$
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	
Logement social	6 794 \$
Autres	24 000 \$
Total	30 794 \$
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT	
Aménagement, urbanisme et zonage	282 402 \$
Promotion et développement économique	70 882 \$
Total	353 284 \$
LOISIRS ET CULTURE	
Activités récréatives	
Centres communautaires	57 849 \$
Patinoires extérieures	45 050 \$
Plage municipale	24 597 \$
Terrains de jeux	109 345 \$

Sports et Loisirs	113 730 \$
Parcs, sentiers et espaces verts	62 289 \$
Gare	20 545 \$
Autres	42 760 \$
Sous-total - activités récréatives	476 165 \$
Activités culturelles	
Bibliothèque	152 133 \$
Maison des Arts	38 868 \$
Culture	65 085 \$
Sous-total - activités culturelles	256 086 \$
Total - Loisirs et culture	732 251 \$
FRAIS DE FINANCEMENT	
Dette à long terme	
Intérêts	191 442 \$
Autres frais de financement	3 000 \$
Total	194 442 \$
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 990 951 \$
ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(41 600) \$
Remboursement en capital	616 200 \$
Virement au fonds (roulement, carrières-sablières & parcs)	225 520 \$
Affectations	(189 214) \$
Montant à pourvoir dans le futur	12 275 \$
Total	623 181 \$
TOTAL ACTIVITÉS FINANCIÈRES APRÈS ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES	6 614 132 \$

1.2 Le Conseil adopte le budget de fonctionnement à des fins fiscales suivant de la Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré pour l'exercice financier 2016 :

REVENUS	
Fonctionnement	6 614 132 \$
Investissement	
Subventions	210 075 \$
Taxe spéciale amélioration réseau routier	63 400 \$
Total	6 887 607 \$
CHARGE DE FONCTIONNEMENT	5 985 951 \$
Excédent (déficit) de fonctionnement	901 656 \$
Moins : Revenus d'investissement	273 475 \$
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT AVANT CONCILIATION À DES FINS FISCALES	628 181 \$
ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(41 600) \$
Remboursement en capital	616 200 \$
Virement au fonds (roulement, carrières-sablières & parcs)	225 520 \$
Affectations	(189 214) \$
Montant à pourvoir dans le futur	12 275 \$
Total	623 181 \$
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES	0 \$

SECTION 2:

TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

2.1 Variété de taux de la taxe foncière générale

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la municipalité fixe les taux de la taxe foncière générale sont celles qui sont déterminées par la *Loi sur la fiscalité municipale*, à savoir :

- 1- catégorie des immeubles non résidentiels;
- 2- catégorie des immeubles industriels;
- 3- catégorie des immeubles de six logements ou plus;
- 4- catégorie des terrains vagues desservis;
- 5- catégorie résiduelle ;
- 6- catégorie des immeubles agricoles.

2.2 Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories

Les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. ch. F-2.1) s'appliquent intégralement.

2.3 Taux de base

Le taux de base est fixé à 0.5037 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur réelle des biens immeubles imposables telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

2.4 Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à 0.945 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

2.5 Dégrèvement

- 2.5.1 Le débiteur de la taxe imposée sur une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels a droit à un dégrèvement tenant compte du fait que l'unité d'évaluation ou un local non résidentiel de celle-ci est vacant.
- 2.5.2 Le montant de dégrèvement ne peut excéder la différence que l'on obtient en soustrayant du montant de la taxe payable, celui qui serait payable si on appliquait le taux de base.
- 2.5.3 Le dégrèvement est accordé si le pourcentage moyen d'inoccupation pour la période de référence de l'unité d'évaluation ou du local non résidentiel est supérieur à 20 %.
- 2.5.4 Constitue un local non résidentiel toute partie d'une unité d'évaluation qui fait l'objet d'un bail distinct auquel est partie le propriétaire, est destiné à faire l'objet d'un tel bail, est occupé de façon exclusive par le propriétaire ou est destiné à être ainsi occupé par lui et qui est, soit un immeuble non résidentiel autre qu'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* (L.R.Q. chap. M-14), soit un immeuble résidentiel visé au premier alinéa de l'article 244.31 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. chap. F-2.1).
- 2.5.5 Est réputé vacant un local qui est inoccupé et qui est soit offert sur le marché en vue d'une location immédiate, soit dans un état impropre à l'occupation, soit l'objet de travaux empêchant son occupation, soit l'objet d'un bail dont l'exécution n'est pas commencée. Pour l'application du présent paragraphe, la location ne comprend pas la sous-location ni la cession de bail.
- 2.5.6 Est considéré inoccupé, un immeuble résidentiel visé au premier alinéa de l'article 244.31 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. chap. F-2.1) lorsqu'il est occupé par le propriétaire.

- 2.5.7 L'utilisation d'un local inoccupé à des fins d'entreposage temporaire rend caduques les présentes dispositions de dégrèvement.
- 2.5.8 Il en est de même pour toute unité d'évaluation ou pour tout local non résidentiel dont l'usage est non conforme à la réglementation d'urbanisme de la municipalité.
- 2.5.9 La période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice financier en cours. Si le local a un pourcentage moyen d'inoccupation supérieur à 20 %, le droit au dégrèvement s'établit sur une base hebdomadaire et son montant est calculé selon la formule suivante :
- Valeur foncière de l'unité ou du local concerné x (taux payable – taux de base) x nombre de semaines de vacance / 52 semaines, jusqu'à un maximum de 50% de la différence entre le taux payable et le taux de base.

Note : La valeur foncière est établie conformément au rôle d'évaluation en vigueur, ou à défaut d'avoir une valeur distincte pour l'unité concernée, la valeur sera établie par le service d'évaluation de la MRC à la suite de la réception d'une demande de dégrèvement.

Suite à une modification du rôle d'évaluation affectant l'exercice précédent, la période de référence est la période comprise entre la date à compter de laquelle la modification est effective et le 31 décembre de la même année. Le droit au dégrèvement s'établit au prorata du nombre de semaines comprises dans cette période.

- 2.5.10 Pour qu'une semaine soit considérée vacante, elle ne doit pas avoir été occupée plus de deux jours calculés du vendredi d'une semaine au jeudi de la semaine suivante.
- 2.5.11 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la fin de l'exercice financier pour lequel le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est imposé ou de l'exercice suivant dans le cas d'une demande déposée suite à une modification du rôle d'évaluation affectant l'exercice précédent, la municipalité doit calculer le dégrèvement auquel le débiteur en titre, à la date d'établissement du dégrèvement, a droit à la suite de l'obtention des documents et renseignements prescrits.
- 2.5.12 Tout débiteur qui a droit à un dégrèvement doit fournir, par écrit, au secrétaire-trésorier de la Municipalité, le formulaire joint au présent règlement en annexe « A » incluant les documents et/ou renseignements suivants :
- 1) nom et adresse du débiteur de la taxe ;
 - 2) identification du local (adresse et numéro de matricule inscrits au compte de taxes) pour lequel un dégrèvement est requis ;
 - 3) nature et motif de la vacance du local et la période de vacance visée ;
 - 4) une déclaration dûment signée devant un commissaire à l'assermentation, attestant que les renseignements fournis sont véridiques ;
 - 5) Tout document ou détail requis par le secrétaire-trésorier pour assurer la bonne compréhension des renseignements fournis.

Dans le cas d'une modification du rôle d'évaluation affectant l'exercice précédent, le calendrier d'occupation utilisé doit être celui de l'année visée par la demande.

- 2.5.13 Les renseignements et documents requis doivent être reçus au plus tard le 15 février de l'année qui suit la période de référence.
- Suite à une modification du rôle d'évaluation affectant l'exercice précédent, les renseignements et documents requis doivent être reçus au plus tard le 15 février de l'année qui suit l'envoi du certificat de modification.
- 2.5.14 Tout refus par le débiteur de la taxe de fournir à la Municipalité quelques renseignements requis ou de permettre l'accès aux lieux concernés pour vérification entraîne déchéance du droit au dégrèvement.
- 2.5.15 Dans les trente (30) jours de la date limite énoncée à l'article 2.5.11, le secrétaire-trésorier rembourse le trop-perçu de taxe pour toute demande

conforme. Aucun intérêt ne s'ajoute à ce remboursement.

2.5.16 Les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c. F-2.1) s'appliquent intégralement au présent règlement comme si elles étaient ici récitées au long.

2.5.17 L'inspecteur en bâtiment et environnement de même que ses adjoints peuvent visiter et examiner entre 7h00 et 19h00, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque pour constater si les dispositions du présent règlement sont respectées. Les propriétaires, les locataires ou occupants des lieux visités sont obligés de le recevoir et de répondre aux questions qui leur sont posées relativement à la présente réglementation.

2.5.18 Dispositions pénales

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, des amendes suivantes :

Pour une première infraction, une amende de 1 000 \$ pour une personne physique ou une amende de 2 000 \$ pour une personne morale ;

En cas de récidive, une amende de 2 000 \$ pour une personne physique ou une amende de 4 000 \$ pour une personne morale.

2.6 Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à 0.945 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

2.7 Taux particulier à la catégorie des immeubles de six logements ou plus

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles de six logements ou plus est fixé à 0.5037 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

2.8 Taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à 1.0074 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain vague desservi au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

2.9 Taux particulier à la catégorie résiduelle

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0.5037 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

2.10 Taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles agricoles est fixé à 0.5037 \$ par cent dollars (100,00 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

SECTION 3 :

TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS ET DU FONDS DE ROULEMENT

- 3.1** Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles imposables du territoire de la Municipalité, une taxe spéciale au taux de 0.0843 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément aux règlements numéros 24-97, 97-2001, 138-2005, 146-2006, 147-2006, 158-2007, 154-2007, 166-2008, 167-2008, 169-2008, 174-2009, 178-2009, 179-2009, 181-2010, 184-2010, 185-2010, 187-2010, 190-2011, 206-2012, 217-2013 (41.59%), 219-2013, 229-2014, 236-2015, 25-4-2015 ainsi qu'au remboursement du fonds de roulement.

SECTION 4 :

TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

- 4.1 Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles imposables du territoire de la Municipalité, une taxe spéciale au taux de 0.0161 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement de 16.85 % des services de la Sûreté du Québec.

SECTION 5 :

TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – RÉSEAU ROUTIER

- 5.1 Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles imposables du territoire de la Municipalité, une taxe spéciale au taux de 0.01 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement d'une partie du coût des travaux d'amélioration du réseau routier 2016 prévus au plan triennal d'immobilisation 2016-2018.

SECTION 6 :

TAXES SPÉCIALES ET COMPENSATIONS SECTORIELLES POUR REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS ET DU FONDS DE ROULEMENT

6.1 TAXE DE SECTEUR – AMÉLIORATION AQUEDUC (SECTEUR SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ)

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice 2016, sur tous les immeubles imposables desservis par le réseau d'aqueduc municipal, une taxe spéciale au taux de 0,056 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément aux règlements d'aqueduc numéros 03-96, 26-97, 71-2000, 76-2000 (25%), 103-2002, 116-2003, 128-2004, 143-2006, 175-2009 (81.5 %), 217-2013 (32.64%) et 230-2014.

De plus, six contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur sont assujettis à la présente taxe :

No de rôle	Nom	Évaluation 2016
2810-62-4973	Jonathan Labrosse, Natacha Nadeau Bisson	219 500 \$
2810-63-3188	Pierrette Piché Guimont	310 500 \$
2911-86-5033	Sylvie Ouimet	63 400 \$
2911-85-4677	Jean Ouimet	88 100 \$
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette	211 800 \$
2911-85-1761	Alain Ouimet	81 900 \$

6.2 TAXE DE SECTEUR - PROLONGEMENT AQUEDUC SECTEUR INDUSTRIEL

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, sur tous les immeubles imposables construits ou non, desservis par les travaux décrétés par le règlement numéro 76-2000 une taxe spéciale d'aqueduc au taux de 0,0146 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation d'après la valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au règlement 76-2000 (75%).

6.3 TAXE DE SECTEUR - AQUEDUC RUE NARBONNE

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, sur tous les immeubles dont le propriétaire n'a pas payé comptant le coût des travaux décrétés par le règlement numéro 21-97 une taxe spéciale au taux de 1.745 \$ le mètre suivant l'étendue en front de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation, le tout conformément aux dispositions spécifiées au règlement numéro 21-97.

6.4 TAXE DE SECTEUR - ÉGOUT MONT-BLANC

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, sur tous les immeubles imposables, construits ou non, desservis par les travaux décrits par les règlements numéros 73-2000 (75%) et 72-2000 une taxe spéciale d'égout au taux de 0,0506 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation d'après la valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément aux règlements 73-2000 (75%) et 72-2000.

6.5 TAXE DE SECTEUR - ÉTUDE PROJET ÉGOUT (SECTEUR LAC-CARRÉ)

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, sur tous les immeubles imposables desservis par le réseau d'égout du secteur formé du territoire de l'ancienne Municipalité du Village de Lac-Carré, une taxe spéciale au taux de 0,006 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au règlement numéro 18-97.

De plus, trois contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur sont assujettis à la présente taxe :

No de rôle	Nom	Évaluation 2016
2911-85-4677	Jean Ouimet	88 100 \$
2911-86-5033	Sylvie Ouimet	63 400 \$
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette	211 800 \$

6.6 TAXE DE SECTEUR - ÉTUDE PROJET D'ÉGOUT (SECTEUR SAINT-FAUSTIN)

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, sur tous les immeubles imposables desservis par le réseau d'égout faisant l'objet du projet décrit au règlement numéro 17-97, tel que plus amplement décrit à l'annexe B du règlement numéro 17-97, une taxe spéciale au taux de 0,0116 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au règlement numéro 17-97.

6.7 TAXE DE SECTEUR - RÉSEAU D'ÉGOUT ET USINE D'ÉPURATION

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016, de chaque propriétaire d'un immeuble desservi tant par le réseau actuel situé dans le secteur Lac-Carré que par le réseau du secteur Saint-Faustin faisant l'objet du règlement numéro 27-97, une compensation d'un montant de 61.00 \$ par unité pour chaque catégorie d'immeuble visé suivant le tableau ci-après :

<u>CATÉGORIES D'IMMEUBLES VISÉS</u>	<u>NOMBRE D'UNITÉS</u>
IMMEUBLES RÉSIDENTIELS	
• par logement	1 unité
IMMEUBLES COMMERCIAUX	
• chaque station-service	1 unité
• chaque lave-auto	1 unité
• chaque épicerie	1 unité
• chaque unité de motel	1 unité
• chaque bureau de poste	1 unité
• chaque salon de coiffure	1 unité
• chaque station de service sans réparation	1 unité
• chaque station de service avec réparation	1 unité

- chaque bar 1 unité
- chaque restaurant 1 unité
- chaque unité d'hôtel 1 unité
- chaque auberge 1 unité
- chaque pension 1 unité
- chaque bed & breakfast 1 unité
- chaque local utilisé par un artisan 1 unité
- chaque dépanneur 1 unité
- chaque commerce de vente au détail 1 unité
- chaque atelier de soudure 1 unité
- chaque service d'affaires 1 unité
- chaque institution financière 1 unité
- chaque commerce de serre 1 unité
- chaque casse-croûte 1 unité
- chaque garage 1 unité
- chaque salon funéraire 1 unité
- tout autre commerce 1 unité

IMMEUBLES INDUSTRIELS

- chaque industrie 1 unité
- Si dans un immeuble il existe plus d'une industrie 1 unité/industrie

AUTRES IMMEUBLES

- chaque hôtel de ville 1 unité
- chaque salle communautaire 1 unité
- chaque bibliothèque 1 unité
- chaque immeuble dont l'usage n'est visé par aucune catégorie 1 unité

IMMEUBLES MIXTES

Lorsqu'un immeuble contient des parties distinctes qui font partie de catégories d'immeubles différentes, on impute à cet immeuble une unité pour chaque logement, commerce, industrie et partie de l'immeuble entrant dans la catégorie « autres immeubles ».

De plus, trois contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur sont assujettis à la présente taxe :

No de rôle	Nom	Évaluation 2016
2911-85-4677	Jean Ouimet	88 100 \$
2911-86-5033	Sylvie Ouimet	63 400 \$
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette	211 800 \$

6.8 TAXE DE SECTEUR ÉGOUT - PROLONGEMENT DU RÉSEAU (25%) ET DOMAINE PALLOC ET PROJET VIADUC MONT-BLANC

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles imposables, construits ou non, desservis par le réseau d'égout sanitaire, une taxe spéciale pour 25% du coût des travaux de prolongement décrétés au règlement 73-2000, pour le prolongement d'égout dans le Domaine Palloc décrété au règlement 117-2003 et pour les coûts des travaux sur le réseau d'égout dans le cadre du projet de viaduc Mont-Blanc décrétés au règlement 144-2006 de même que les travaux de remplacement de conduites d'égout décrétés au règlement 175-2009, au taux de 0,0171 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément aux règlements 73-2000 (25%), 117-2003, 144-2006 et 175-2009 (18.5 %), 217-2013 (25.77 %).

De plus, trois contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur sont assujettis à la présente taxe :

No de rôle	Nom	Évaluation 2016
2911-85-4677	Jean Ouimet	88 100 \$

2911-86-5033	Sylvie Ouimet	63 400 \$
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette	211 800 \$

6.9 TAXE DE SECTEUR LAC COLIBRI – ÉTUDES BARRAGE

Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles assujettis au règlement 233-2015 décrétant un emprunt pour services professionnels dans le cadre du projet d'acquisition du barrage Lac Colibri et inscrits au tableau joint à l'annexe « B » du présent règlement, une taxe spéciale au taux de 0,0035 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au règlement 233-2015.

SECTION 7 :

COMPENSATIONS POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

7.1 TARIFS FIXES - AQUEDUC PUBLIC

7.1.1 Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale sur tous les immeubles pour l'usage de l'eau du réseau d'aqueduc municipal dont les frais de réparation et d'entretien sont défrayés par la Municipalité. Ladite compensation sera payable par tout propriétaire et suivant les tarifs ci-après mentionnés :

Un montant de 140.75 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'eau est imposé et devient exigible pour chaque unité de logement, condo ou tout local autre que ceux définis au règlement 132-2004 relatifs aux compteurs d'eau ;

De plus, six contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur sont assujettis à la présente taxe :

No de rôle	Nom	Évaluation 2016
2810-62-4973	Jonathan Labrosse, Natacha Nadeau Bisson	219 500 \$
2810-63-3188	Pierrette Piché Guimont	310 500 \$
2911-86-5033	Sylvie Ouimet	63 400 \$
2911-85-4677	Jean Ouimet	88 100 \$
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette	211 800 \$
2911-85-1761	Alain Ouimet	81 900 \$

Lorsqu'un branchement au réseau d'aqueduc est effectué pour une nouvelle construction, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

7.1.2 Un montant de 70.38 \$ semi-annuellement comme compensation ou taxe d'eau est imposé et devient exigible pour chaque immeuble non résidentiel assujetti au règlement numéro 132-2004 concernant l'installation de compteurs d'eau, donnant droit à une consommation maximale semi-annuelle de 134m³ d'eau. Chaque mètre cube excédentaire (calculé semestriellement) est imposé aux taux suivants :

l'excédent de 134 m ³ jusqu'à 500 m ³ :	0.50\$ / m ³
l'excédent de 500 m ³ jusqu'à 1 500 m ³ :	0.54\$ / m ³
l'excédent de 1 500 m ³ jusqu'à 2 500 m ³ :	0.58\$ / m ³
l'excédent de 2 500 m ³ :	0.62\$ / m ³

Lorsqu'un immeuble devient assujetti au présent article ou cesse de l'être en cours d'année les compensations sont établies comme suit :

Si la consommation pour le semestre excède 134 m³, la compensation est calculée selon les tarifs précités, soit 70.38 \$ pour les 134 premiers mètres cubes et l'excédent aux taux précédemment définis ;

Si la consommation pour le semestre est inférieure à 134 m³, la compensation est calculée au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

7.2 TARIFS FIXES - AQUEDUC PRIVÉ

7.2.1 Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale pour l'usage de l'eau du réseau d'aqueduc municipal dont les frais d'entretien, de réparation, de raccordement, de construction, d'embranchement et de prolongement sont à la charge du propriétaire et exécutés par lui. Ladite compensation sera payable par tout propriétaire et suivant les tarifs ci-après mentionnés :

Un montant de 112.60 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'eau est imposé et devient exigible pour chaque logement, condo, ou tout local autre que ceux définis au règlement 132-2004 relatifs aux compteurs d'eau.

Lorsqu'un branchement au réseau d'aqueduc est effectué pour une nouvelle construction, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

7.2.2 Un montant de 56.30 \$ semi-annuellement comme compensation ou taxe d'eau est imposé et devient exigible pour chaque immeuble non résidentiel assujéti au règlement numéro 132-2004 concernant l'installation de compteurs d'eau, donnant droit à une consommation maximale semi-annuelle de 134m³ d'eau. Chaque mètre cube excédentaire (calculé semestriellement) est imposé aux taux suivants :

l'excédent de 134 m ³ jusqu'à 500 m ³ :	0.50\$ / m ³
l'excédent de 500 m ³ jusqu'à 1 500 m ³ :	0.54\$ / m ³
l'excédent de 1 500 m ³ jusqu'à 2 500 m ³ :	0.58\$ / m ³
l'excédent de 2 500 m ³ :	0.62\$ / m ³

Lorsqu'un immeuble devient assujéti au présent article ou cesse de l'être en cours d'année les compensations sont établies comme suit :

Si la consommation pour le semestre excède 134m³, la compensation est calculée selon les tarifs précités, soit 56.30 \$ pour les 134 premiers mètres cubes et l'excédent aux taux précédemment définis ;

Si la consommation pour le semestre est inférieure à 134m³, la compensation est calculée au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

SECTION 8 :

COMPENSATIONS POUR L'USINE D'ÉPURATION DES EAUX USÉES ET LE SERVICE D'ÉGOUT SANITAIRE

8.1 TARIFS FIXES - USINE D'ÉPURATION DES EAUX USÉES

8.1.1 Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale sur les immeubles desservis par le réseau d'égout pour le service d'assainissement des eaux. Ladite compensation sera payable par tout propriétaire et suivant les tarifs ci-après mentionnés :

Un montant de 71.00 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'assainissement des eaux est imposé et devient exigible pour chaque unité de logement, motel, hôtel, pension, commerce de vente au détail, salon funéraire, bureau d'affaires.

8.1.2 Un montant de 88.75 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'assainissement des eaux est imposé et devient exigible pour tout gîte, auberge, artisan, restaurant, épicerie, dépanneur, industrie, restaurant-bar,

casse-croûte, restaurant-bar opérant sur une base saisonnière, garage, salon de coiffure, toilettage d'animaux, institution financière, chocolaterie, épicerie fine ou pharmacie de même que pour les logements dont une partie est utilisée pour des fins de garderie en milieu familial.

8.1.3 Un montant de 759.75 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'assainissement des eaux est imposé et devient exigible pour chaque bar et piscine.

8.1.4 Un montant de 459.75 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'assainissement des eaux est imposé et devient exigible pour chaque jungle et garderie et chaque immeuble de la Municipalité régionale de comté.

Sont aussi assujettis à la taxe fixée à l'article 8.1 du présent règlement trois propriétaires de la Municipalité de Lac-Supérieur.

No de rôle	Nom
2911-86-5033	Sylvie Ouimet
2911-85-4677	Jean Ouimet
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette

Lorsqu'un branchement au réseau d'égout est effectué pour une nouvelle construction, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

8.2 TARIFS FIXES - ÉGOUT SANITAIRE (RÉSEAU)

8.2.1 Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale sur tous les immeubles desservis par le réseau d'égout pour le service d'égout.

Ladite compensation sera payable par tout propriétaire et suivant le tarif ci-après mentionné :

Un montant de 74.00 \$ annuellement comme compensation ou taxe pour service d'égout est imposé et devient exigible pour chaque unité de logement, motel, hôtel, pension, commerce de vente au détail, salon funéraire, bureau d'affaires.

8.2.2 Un montant de 92.50 \$ annuellement comme compensation ou taxe d'assainissement des eaux est imposé et devient exigible pour tout gîte, auberge, artisan, restaurant, épicerie, dépanneur, industrie, restaurant-bar, casse-croûte, restaurant-bar opérant sur une base saisonnière, garage, salon de coiffure, toilettage d'animaux, institution financière, chocolaterie, épicerie fine ou pharmacie de même que pour les logements dont une partie est utilisée pour des fins de garderie en milieu familial.

8.2.3 Un montant de 902.00 \$ annuellement comme compensation ou taxe pour service d'égout est imposé et devient exigible pour chaque bar et piscine.

8.2.4 Un montant de 456.00 \$ annuellement comme compensation ou taxe pour service d'égout est imposé et devient exigible pour chaque jungle et garderie et chaque immeuble de la Municipalité régionale de comté.

Sont aussi assujettis à la taxe fixée par l'article 8.2 du présent règlement, trois contribuables de la Municipalité de Lac-Supérieur :

No de rôle	Nom
2911-86-5033	Sylvie Ouimet
2911-85-4677	Jean Ouimet
2912-95-0804	Luc Ouimet, Rose Paquette

Lorsqu'un branchement au réseau d'égout est effectué pour une nouvelle construction, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter du branchement.

SECTION 9 :

COMPENSATIONS POUR LE SERVICE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

9.1 TARIFS FIXES - ORDURES MÉNAGÈRES (Usages résidentiels)

Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale sur tous les immeubles résidentiels de la Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré pour l'enlèvement des ordures ménagères. Ladite compensation sera payable par tout propriétaire et suivant les tarifs ci-après mentionnés :

- 9.1.1 Sur tout propriétaire de logement ou condo un montant de 133.50 \$ annuellement par unité de logement ou condo.
- 9.1.2 Sur tout propriétaire de logement utilisant une superficie n'excédant pas 40 mètres² de l'habitation pour des fins de bureau ou local utilisé à des fins d'affaires et pour les usages de services suivants : commerce de services, finances, assurances, service immobilier, service photographique, salon de beauté, coiffure, massage, service d'affaires, service de réparation de montres, horloge, bijouterie, serrurerie, service professionnel, service de construction, vente de vêtements, papeterie, laine, tissus, friperie, garderie en milieu familial, fabrication de pâtisserie / chocolat un montant de 164.00 \$ par unité de logement.
- 9.1.3 Pour chaque propriétaire utilisant son immeuble pour trois des usages énumérés au paragraphe précédent, incluant l'usage résidentiel, le taux fixé est majoré de 25%.
- 9.1.4 Sur tout propriétaire de logement utilisant un bâtiment accessoire ou un garage pour des fins suivantes : travail artisanal, ébénisterie, équitation, transporteur, centre équestre un montant de 186.00 \$ par unité de logement.
- 9.1.5 Lorsqu'un propriétaire de logement utilisant un bâtiment accessoire ou un garage pour une des fins énumérées au présent article, utilise également une partie de l'habitation pour des fins de garderie en milieu familial, le taux fixé au présent article est majoré de 25%.
- 9.1.6 Sur tout propriétaire de logement utilisant une partie de l'habitation pour des fins de Bed & Breakfast, garderie, centre de santé, maison de chambres un montant de 258.00 \$ par unité de logement.
- 9.1.7 Lorsqu'un propriétaire de logement utilisant une partie de l'habitation pour une des fins énumérées au présent alinéa, et pour des fins de garderie en milieu familial, le taux fixé au présent alinéa est majoré de 25%.
- 9.1.8 Pour toute nouvelle construction ou tout changement d'usage en cours d'année, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter de la première des deux dates suivantes, soit à la date de réception des bacs à ordures et matières recyclables ou à la date d'occupation.

9.2 TAXES FIXES - ORDURES MÉNAGÈRES (Usage commercial et industriel)

Il est, par le présent règlement, établi une taxe spéciale sur tous les immeubles commerciaux et industriels de la Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré pour l'enlèvement des ordures ménagères. Ladite compensation sera payable par tout propriétaire pour chaque usage et suivant le tarif annuel fixe pour usages ci-après mentionnés :

- 9.2.1 Pour chaque usage suivant : restaurant-bar, dépanneur, pharmacie, restaurant, station-service (sans service de réparation mécanique), terrain de golf (sans salle à manger), cabane à sucre, piste de course (Go-Kart sans restaurant), camp de groupe sans dortoir, institution financière, bureau d'affaires, casse-croûte, local utilisé par un artisan, garderie, musée, commerce de vente au détail, commerce de services, finances, assurances, service immobilier, service photographique, salon de beauté, coiffure, massage, service d'affaires, service de réparation de montres, horloges,

bijouterie, serrurerie, service professionnel, service de la construction, salon de quilles, vente de vêtements, papeterie, laine, tissus, friperie, garage automobile où l'on répare ou entretien des véhicules motorisés, garage dans lequel on entrepose ou entretien des véhicules motorisés servant au transport de marchandises ou à l'excavation, quincaillerie, moulin à scie, entrepôt, bureau de poste, vente de voitures, vente de pièces d'autos, pisciculture (privée), serre, gravière, location de véhicules et ou bateaux et ou pédalos, atelier de soudure, traiteur, rembourreur, camionneur artisan, vente de peinture, fabrication de meubles et/ou d'armoires, entreprise de construction, salon funéraire, planeur, roulotte de chantier, production/transformation de champignons un montant de 215.50 \$ annuellement.

- 9.2.2 Pour chaque usage suivant : hôtel, auberge, location de refuges, station-service (avec service de réparation mécanique), motel (avec salle à manger), centre de santé, terrain de golf (avec salle à manger), piste de course (Go Kart) avec restaurant, station-service avec vente et/ou location de véhicules, un montant de 267.00 \$ annuellement.
- 9.2.3 Pour chaque usage suivant : centre de plein air, usine de transformation du bois, maison pour personnes âgées, usine de fabrication d'encre, un montant de 534.00 \$ annuellement.
- 9.2.4 Pour chaque usage suivant : épicerie, centre éducatif forestier, immeuble du Gouvernement du Québec, chaque immeuble de la Municipalité régionale de comté, pisciculture, camping (incluant dépanneur), un montant de 801.00 \$ annuellement.
- 9.2.5 Pour toute nouvelle construction ou tout changement d'usage en cours d'année, les compensations décrétées au présent article sont établies au prorata du nombre de jours d'utilisation à compter de la réception des bacs à ordures et matières recyclables.

SECTION 10 :

COMPENSATIONS POUR LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

- 10.1** Une compensation pour le paiement de 83.15 % des services de la Sûreté du Québec est imposée et prélevée annuellement pour les catégories d'usages qui suivent :
 - 10.1.1 Terrains vacants et immeubles inscrits dans les catégories résiduelle, agricole, terrains vagues desservis et 6 logements et plus :**
 - 10.1.1.1 21.00 \$ par unité d'évaluation pour chaque terrain vacant ou comportant un bâtiment accessoire et/ou non habitable (remise, cabanon, etc) ;
 - 10.1.1.2 180.50 \$ par unité d'évaluation inscrite dans la catégorie résiduelle ne comprenant qu'un seul logement ;
 - 10.1.1.3 Pour les unités d'évaluation des immeubles inscrits dans la catégorie résiduelle comprenant plus d'un logement : 180.50 \$ pour le premier logement et 53.50 \$ pour chaque logement additionnel.
 - 10.1.2 Immeubles non résidentiels et industriels**
 - 10.1.2.1 Pour chaque unité d'évaluation inscrite dans la catégorie des immeubles non résidentiels appartenant aux classes 1 à 5 (représentant les immeubles dont une proportion inférieure à 30% de la valeur totale appartient à la catégorie des immeubles non résidentiels), une compensation de 234.00 \$ est imposée ;
 - 10.1.2.2 Pour chaque unité de logement additionnelle, une compensation de 53.50 \$ est imposée ;
 - 10.1.2.3 Lorsqu'une unité d'évaluation comprend plus qu'un usage non résidentiel, une compensation de 180.50 \$ est imposée pour chaque usage additionnel ;
 - 10.1.2.4 Pour chaque unité d'évaluation inscrite dans la catégorie des

immeubles non résidentiels et appartenant aux classes 6 à 8 (représentant les immeubles dont une proportion de 30% ou plus et moins de 95% de la valeur totale appartient à la catégorie des immeubles non résidentiels), une compensation est imposée pour la portion non résidentielle selon la grille ci-après, et en sus du tarif de 180.50 \$ pour le premier logement ;

10.1.2.5 Pour chaque unité de logement additionnelle, une compensation de 53.50 \$ est imposée :

a.	Camionnage artisan, bâtiment administratif, salon de coiffure/esthétique, gîte, maison de tourisme, service de santé, production/transformation de champignons, autre vente au détail	215.00 \$
b.	Entrepôt ou comptoir postal	268.75 \$
c.	Pharmacie, camping, location de refuges, épicerie, dépanneur, quincaillerie, recouvrement de plancher, résidence funéraire, ambulance, base de plein air, communication, centre d'amusement, centre d'activités touristiques, salon de quilles, pisciculture, centre de santé, centre médical, camp jeunesse/club sportif, épicerie fine, chocolaterie,	322.50 \$
d.	Restaurant, bar, garage, station-service, vente de pièces d'auto, entreprise de construction, entreprise d'excavation, ébénisterie, entreprise de nettoyage après sinistre, entrepreneur électricien, rembourreur, ferblanterie, cabane à sucre, service de paysagement et/ou serres, commerce de services	376.25 \$
e.	Bureau de poste, hôtel, motel, auberge	537.50 \$
f.	Vente de matériaux de construction, entreprise manufacturière, entreprise de fabrication	1 075.00\$
g.	Golf de 9 trous	2 150.00\$
h.	Golf de 18 trous	2 687.50\$
i.	Golf de 18 trous avec hébergement	3 010.00\$
j.	Institution financière	3 225.00\$
k.	Centre de ski	4 300.00\$
l.	Scierie	4 300.00\$

10.1.2.6 Pour chaque unité d'évaluation inscrite dans la catégorie des immeubles non résidentiels et appartenant aux classes 9 et 10 (représentant les immeubles dont une proportion de 95% ou plus de la valeur totale appartient à la catégorie des immeubles non résidentiels), une compensation est imposée selon la grille ci-après :

a.	Camionnage artisan, bâtiment administratif, salon de coiffure/esthétique, gîte, maison de tourisme, service de santé, production/transformation de champignons, autre vente au détail	215.00 \$
b.	Entrepôt ou comptoir postal	268.75 \$
c.	Pharmacie, camping, location de refuges, épicerie, dépanneur, quincaillerie, recouvrement de plancher, résidence funéraire, ambulance, base de plein air, communication, centre d'amusement, centre d'activités touristiques, salon de quilles, pisciculture, centre de santé, centre médical, camp jeunesse/club sportif, épicerie fine,	322.50 \$

chocolaterie

d.	Restaurant, bar, garage, station-service, vente de pièces d'auto, entreprise de construction, entreprise d'excavation, ébénisterie, entreprise de nettoyage après sinistre, entrepreneur électricien, rembourreur, ferblanterie, cabane à sucre, service de paysagement et/ou serres, commerce de services	376.25 \$
e.	Bureau de poste, hôtel, motel, auberge	537.50 \$
f.	Vente de matériaux de construction, entreprise manufacturière, entreprise de fabrication	1 075.00\$
g.	Golf de 9 trous	2 150.00\$
h.	Golf de 18 trous	2 687.50\$
i.	Golf de 18 trous avec hébergement	3 010.00\$
j.	Institution financière	3 225.00\$
k.	Centre de ski	4 300.00\$
l.	Scierie	4 300.00\$

10.1.2.7 Pour toute autre catégorie d'usage non autrement prévue aux présentes, le montant de compensation pour les services de la Sûreté du Québec sera fixé par résolution du conseil.

La compensation pour les services de la Sûreté du Québec est imposée pour une année et, lors d'une modification apportée au rôle d'évaluation, celle-ci est calculée au prorata du nombre de jours à compter de la modification.

Nonobstant les dispositions de l'article 10.1.2, les immeubles résidentiels dont l'exploitant doit être titulaire d'une attestation de classification délivrée en vertu de la *Loi sur les établissements d'hébergement touristique (chapitre E-14.2)* et visés à l'article 244.31 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, sont considérés comme étant inscrits dans la catégorie résiduelle et donc assujettis à la compensation prévue à l'article 10.1.1 pour la catégorie résiduelle, à l'exception de maisons de tourisme dont la compensation est expressément prévue aux articles 10.1.2.5 a) et 10.1.2.6 a).

SECTION 11 :

COMPENSATION POUR LA CONSTITUTION DE LA RÉSERVE FINANCIÈRE POUR LA RÉFECTION OU RÉHABILITATION DU BARRAGE DU LAC COLIBRI

11.1 Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles assujettis au règlement 238-2015 ayant pour objet la création d'une réserve financière pour la réfection ou réhabilitation du barrage du Lac Colibri et inscrits au tableau joint à l'annexe « B » du présent règlement, une compensation équivalant à 11.26\$ pour chaque unité tel que décrit ci-après :

Chaque immeuble situé dans la couronne 1 équivaut à 5.5 unités

Chaque immeuble situé dans la couronne 2 équivaut à 3 unités

Chaque immeuble situé dans les couronnes 3 et 4 équivaut à 1 unité

SECTION 12 :

TARIFICATION POUR L'ENTRETIEN DU CHEMIN DESJARDINS

12.1 Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles assujettis au règlement 203-2011 décrétant l'entretien du chemin Desjardins et inscrits au tableau joint à l'annexe « C » du présent règlement, une compensation équivalant à 47.60 \$ pour chaque unité tel que décrit ci-après :

Chaque terrain vacant : 0.5 unité
Chaque logement : une unité

SECTION 13 :

TAXE SPÉCIALE POUR L'ENTRETIEN DU BARRAGE DU LAC COLIBRI

13.1 Il est, par le présent règlement, imposé et il sera prélevé pour l'exercice financier 2016 sur tous les immeubles imposables, construits ou non, assujettis au règlement 238-2015 ayant pour objet la création d'une réserve financière pour le barrage du Lac Colibri et inscrits au tableau joint à l'annexe « B » du présent règlement, une taxe spéciale de 0.012 \$ par cent dollars (100\$) d'évaluation pour pourvoir au paiement des frais d'entretien du barrage du Lac Colibri.

SECTION 14 :

14.1 PERMIS DE ROULOTTES

Conformément à l'article 231 de la Loi sur la fiscalité municipale, il est imposé au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte située sur le territoire de la municipalité, un permis au coût de 10 \$:

- 1.- Pour chaque période de trente (30) jours qu'elle y demeure, au-delà de quatre-vingt-dix jours consécutifs, si sa longueur ne dépasse pas neuf mètres.
- 2.- pour chaque période de trente (30) jours, si sa longueur dépasse neuf (9) mètres.

Ce permis est payable d'avance à la municipalité pour chaque période de trente jours.

On définit par « roulottes » tout équipement tels : roulotte de camping, roulotte de voyage, roulotte de parc, caravane, motorisé, tente roulotte, etc.

14.2 COMPENSATION POUR LES ROULOTTES

Le propriétaire ou l'occupant d'une roulotte visée au paragraphe précédent est assujetti au paiement d'une compensation pour les services municipaux dont il bénéficie. Cette compensation est établie à 10 \$ par mois par la municipalité et est payable d'avance pour chaque période de trente jours.

Avec le consentement du propriétaire ou de l'occupant d'une roulotte, la Municipalité peut percevoir le montant des permis et compensation pour une période de douze mois.

SECTION 15 :

MODALITÉS DE PAIEMENT DES TAXES ET COMPENSATIONS

15.1 PAIEMENT PAR VERSEMENTS

15.1.1 Compte de taxes annuel

Lorsque le total des taxes foncières et des autres taxes ou compensations municipales est égal ou supérieur à trois cents dollars (300\$), elles pourront être payées en quatre (4) versements égaux au plus tard aux dates suivantes :

Premier versement :	1 ^{er} avril 2016
Deuxième versement :	1 ^{er} juin 2016
Troisième versement :	1 ^{er} août 2016
Quatrième versement :	3 octobre 2016

Lorsqu'un versement n'est pas fait à la date fixée, seul le montant du versement échu est alors exigible.

15.1.2 Compte supplémentaire découlant de modifications au rôle d'évaluation

Lorsque le total des taxes foncières et des autres taxes ou compensations municipales est égal ou supérieur à trois cents dollars (300\$), elles pourront

être payées en quatre (4) versements égaux au plus tard aux dates suivantes :

Premier versement :	au plus tard le 30 ^e jour suivant l'expédition du compte
Les deuxième, troisième et quatrième versements :	au plus tard le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le versement précédent

Lorsqu'un versement n'est pas fait à la date fixée, seul le montant du versement échu est alors exigible.

Cet article ne s'applique pas aux comptes relatifs aux compteurs d'eau qui sont expédiés deux fois par année, dans les meilleurs délais suite à la lecture des compteurs. Ces comptes doivent être acquittés en un seul versement, au plus tard le trentième jour suivant l'expédition du compte. Ils portent intérêts au taux déterminé par le présent règlement.

Lorsqu'un versement est dû un jour de fin de semaine ou un jour férié, le versement peut être fait le premier jour ouvrable suivant sans pénalité.

15.1.3 **Pénalité**

Une pénalité est ajoutée au montant des taxes en souffrance. Le montant de cette pénalité est de 0,5 % du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence d'un total de 5 % par année.

15.1.4 **Escompte**

Un escompte de un pour cent (1%) sera alloué à tout contribuable qui paie le montant de ses taxes en entier au plus tard le 15 mars 2016.

SECTION 16 :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 16.1** Toutes taxes, tarifications ou compensations dues en vertu du présent règlement, et tous droits de mutation qui demeurent impayés après échéance, portent intérêt au taux de 16 % l'an. Ce taux s'applique également, à compter du 1^{er} janvier 2016, à toutes les créances et comptes recevables impayés avant l'entrée en vigueur du présent règlement à l'exception de la facturation émise pour :
- Les municipalités de la MRC des Laurentides
 - La MRC des Laurentides
 - La Régie intermunicipale des Trois-lacs (RITL)
 - Le gouvernement du Québec et ses ministères
 - Le gouvernement du Canada
- 16.2** La taxe foncière, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe d'eau, ainsi que toutes autres taxes et compensations établies et imposables par le présent règlement deviennent dues et payables au bureau de la Municipalité.

Pierre Poirier
Maire

Gilles Bélanger
Directeur général et secrétaire-
trésorier

Avis de motion :
Adoption du règlement :
Avis public d'entrée en vigueur :

Le 3 novembre 2015
Le 15 décembre 2015
Le 18 décembre 2015

**RÈGLEMENT NUMÉRO 242-2015
DÉCRÉTANT LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
ET L'IMPOSITION DES TAXES POUR L'ANNÉE 2016**

DEMANDE DE REMBOURSEMENT

**DÉGRÈVEMENT SUR UNITÉ D'ÉVALUATION APPARTENANT À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON
RÉSIDENTIELS**

COMPLÉTER UN FORMULAIRE POUR CHAQUE LOCAL

1. Numéro de matricule : _____
2. Adresse de l'immeuble : _____
3. Nom du propriétaire : _____
4. Local pour lequel le remboursement est réclamé :
 - a. Identification du local vacant : _____
 - b. Superficie du local vacant : _____
 - c. Superficie totale de l'immeuble : _____
 - d. Dates de vacance : _____
 - e. Motifs de la vacance (joindre copies de la correspondance ou des baux montrant la vacance ou registre de location ou tout document utile aux fins de démontrer l'occupation)

REQUÉRANT

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____ Résidence _____ Bureau _____

Signature Date

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je, soussigné(e), _____, affirme solennellement que tous les renseignements fournis aux fins de la présente demande sont véridiques.

Signé à _____ le _____

Signature du requérant

Affirmé solennellement devant moi

A _____ ce _____

Signature du commissaire à l'assermentation

Numéro : _____



Calendrier d'occupation 2016							
	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
Sem 1	01-janv	02-janv	03-janv	04-janv	05-janv	06-janv	07-janv
Sem 2	08-janv	09-janv	10-janv	11-janv	12-janv	13-janv	14-janv
Sem 3	15-janv	16-janv	17-janv	18-janv	19-janv	20-janv	21-janv
Sem 4	22-janv	23-janv	24-janv	25-janv	26-janv	27-janv	28-janv
Sem 5	29-janv	30-janv	31-janv	01-févr	02-févr	03-févr	04-févr
Sem 6	05-févr	06-févr	07-févr	08-févr	09-févr	10-févr	11-févr
Sem 7	12-févr	13-févr	14-févr	15-févr	16-févr	17-févr	18-févr
Sem 8	19-févr	20-févr	21-févr	22-févr	23-févr	24-févr	25-févr
Sem 9	26-févr	27-févr	28-févr	29-févr	01-mars	02-mars	03-mars
Sem 10	04-mars	05-mars	06-mars	07-mars	08-mars	09-mars	10-mars
Sem 11	11-mars	12-mars	13-mars	14-mars	15-mars	16-mars	17-mars
Sem 12	18-mars	19-mars	20-mars	21-mars	22-mars	23-mars	24-mars
Sem 13	25-mars	26-mars	27-mars	28-mars	29-mars	30-mars	31-mars
Sem 14	01-avr	02-avr	03-avr	04-avr	05-avr	06-avr	07-avr
Sem 15	08-avr	09-avr	10-avr	11-avr	12-avr	13-avr	14-avr
Sem 16	15-avr	16-avr	17-avr	18-avr	19-avr	20-avr	21-avr
Sem 17	22-avr	23-avr	24-avr	25-avr	26-avr	27-avr	28-avr
Sem 18	29-avr	30-avr	01-mai	02-mai	03-mai	04-mai	05-mai
Sem 19	06-mai	07-mai	08-mai	09-mai	10-mai	11-mai	12-mai
Sem 20	13-mai	14-mai	15-mai	16-mai	17-mai	18-mai	19-mai
Sem 21	20-mai	21-mai	22-mai	23-mai	24-mai	25-mai	26-mai
Sem 22	27-mai	28-mai	29-mai	30-mai	31-mai	01-juin	02-juin
Sem 23	03-juin	04-juin	05-juin	06-juin	07-juin	08-juin	09-juin
Sem 24	10-juin	11-juin	12-juin	13-juin	14-juin	15-juin	16-juin
Sem 25	17-juin	18-juin	19-juin	20-juin	21-juin	22-juin	23-juin
Sem 26	24-juin	25-juin	26-juin	27-juin	28-juin	29-juin	30-juin
Sem 27	01-juil	02-juil	03-juil	04-juil	05-juil	06-juil	07-juil
Sem 28	08-juil	09-juil	10-juil	11-juil	12-juil	13-juil	14-juil
Sem 29	15-juil	16-juil	17-juil	18-juil	19-juil	20-juil	21-juil
Sem 30	22-juil	23-juil	24-juil	25-juil	26-juil	27-juil	28-juil
Sem 31	29-juil	30-juil	31-juil	01-août	02-août	03-août	04-août
Sem 32	05-août	06-août	07-août	08-août	09-août	10-août	11-août
Sem 33	12-août	13-août	14-août	15-août	16-août	17-août	18-août
Sem 34	19-août	20-août	21-août	22-août	23-août	24-août	25-août
Sem 35	26-août	27-août	28-août	29-août	30-août	31-août	01-sept
Sem 36	02-sept	03-sept	04-sept	05-sept	06-sept	07-sept	08-sept
Sem 37	09-sept	10-sept	11-sept	12-sept	13-sept	14-sept	15-sept
Sem 38	16-sept	17-sept	18-sept	19-sept	20-sept	21-sept	22-sept
Sem 39	23-sept	24-sept	25-sept	26-sept	27-sept	28-sept	29-sept
Sem 40	30-sept	01-oct	02-oct	03-oct	04-oct	05-oct	06-oct
Sem 41	07-oct	08-oct	09-oct	10-oct	11-oct	12-oct	13-oct
Sem 42	14-oct	15-oct	16-oct	17-oct	18-oct	19-oct	20-oct
Sem 43	21-oct	22-oct	23-oct	24-oct	25-oct	26-oct	27-oct
Sem 44	28-oct	29-oct	30-oct	31-oct	01-nov	02-nov	03-nov
Sem 45	04-nov	05-nov	06-nov	07-nov	08-nov	09-nov	10-nov
Sem 46	11-nov	12-nov	13-nov	14-nov	15-nov	16-nov	17-nov
Sem 47	18-nov	19-nov	20-nov	21-nov	22-nov	23-nov	24-nov
Sem 48	25-nov	26-nov	27-nov	28-nov	29-nov	30-nov	01-déc
Sem 49	02-déc	03-déc	04-déc	05-déc	06-déc	07-déc	08-déc
Sem 50	09-déc	10-déc	11-déc	12-déc	13-déc	14-déc	15-déc
Sem 51	16-déc	17-déc	18-déc	19-déc	20-déc	21-déc	22-déc
Sem 52	23-déc	24-déc	25-déc	26-déc	27-déc	28-déc	29-déc
Sem 53	30-déc	31-déc					

Surligner ou cocher les journées occupées dans la grille ci-dessus.

Si vacant toute l'année, cocher ici :

de matricule : _____

Adresse de l'immeuble : _____

Identification du local vacant : _____

Nom du requérant : _____

Signature du requérant : _____

ENTRETIEN, ÉTUDES ET RÉSERVE FINANCIÈRE DU BARRAGE DU LAC COLIBRI
BASSIN DE TAXATION ET LISTE DES PROPRIÉTÉS DESSERVIES



Matricule	Couronne	No. Civique	Voie publique	Propriétaire
3108-56-4344-0-000-0000	4	1910	VAL-D'ISERE	HAWKINS LISA
3108-56-7051-0-000-0000	3	1788	LAC-COLIBRI	MONGEON SERGE
3108-59-7030-0-000-0000	3	0	LAC-COLIBRI	MONGEON SERGE
3108-62-0510-0-000-0000	4	0	VAL-D'ISERE	MALO LIONEL
3108-65-2393-0-000-0000	1	1900	M.-J.-M.	LAPOINTE MICHEL
3108-65-3129-0-000-0000	3	1911	VAL-D'ISERE	MONT-BLANC SOCIETE EN COMMANDITE
3108-65-7643-0-000-0000	3	1923	VAL-D'ISERE	ALARIE SEBASTIEN
3108-66-1142-0-000-0000	4	1920	VAL-D'ISERE	PAGE-DION JOFFREY
3108-66-2198-0-000-0000	2	1928	LAC-COLIBRI	LEMYRE-VILLENEUVE LISE
3108-66-6601-0-000-0000	1	1918	M.-J.-M.	PELLETIER NADINE
3108-67-6289-0-000-0000	2	1932	LAC-COLIBRI	MELANSON ROBERT
3108-68-8613-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	VAILLANCOURT GISELE
3108-69-0640-0-000-0000	2	1920	LAC-COLIBRI	MONTPETIT JOANNE
3108-75-2156-0-000-0000	3	1927	VAL-D'ISERE	TREVISAN PIETRO
3108-75-6570-0-000-0000	3	1941	VAL-D'ISERE	ROY HALL GABRIEL
3108-76-0419-0-000-0000	1	1928	M.-J.-M.	MOREL NICOLE JEAN
3108-76-4237-0-000-0000	1	1938	M.-J.-M.	BERTHIAUME GINETTE
3108-76-4973-0-000-0000	4	1940	VAL-D'ISERE	HARLAND RICHARD
3108-76-6946-0-000-0000	1	0	LAC-COLIBRI	EAST-POINT PROPERTIES LTD.PARTNERSHIP
3108-77-0567-0-000-0000	2	1943	LAC-COLIBRI	VAILLANCOURT GISELE
3108-78-7849-0-000-0000	1	1958	M.-J.-M.	LACHANCE ISABELLE
3108-81-6040-0-000-0000	4	0	CHALETS	DOMAINE M J M INC
3108-84-5776-0-000-0000	4	2003	CHALETS	LAPALME PIERRE-LOUIS
3108-85-1276-0-000-0000	3	1957	VAL-D'ISERE	MAURICE RUTH 2/5
3108-85-3121-0-000-0000	4	0	VAL-D'ISERE	GENDREAU RICHARD
3108-85-6134-0-000-0000	4	2010	CHALETS	GENDREAU RICHARD
3108-85-7466-0-000-0000	4	0	CHALETS	GENDREAU RICHARD
3108-85-9605-0-000-0000	4	0	CHALETS	GENDREAU RICHARD
3108-86-4903-0-000-0000	3	1931	M.-J.-M.	MENARD MICHEL
3108-86-6195-0-000-0000	1	1976	M.-J.-M.	GAUDU FABIEN
3108-86-8854-0-000-0000	3	0	LAC-COLIBRI	SEGUIN MARCEL

3108-86-9404-0-000-0000	4	0	CHALETS	GENDREAU RICHARD
3108-95-4029-0-000-0000	4	2015	CHALETS	PROULX MANON
3108-96-2271-0-000-0000	3	1987	M.-J.-M.	TREMBLAY CAROL SUCCESSION
3108-96-4139-0-000-0000	4	0	CHALETS	DOMAINE M J M INC
3108-96-8395-0-000-0000	3	2021	M.-J.-M.	BLAIS REAL
3108-96-9818-0-000-0000	4	0	CHALETS	HUNTER CLAUDE
3108-97-0318-0-000-0000	1	0	M.-J.-M.	ROBERT JEAN YVES
3108-97-2025-0-000-0000	1	1998	M.-J.-M.	ROBERT JEAN YVES
3108-97-3429-0-000-0000	1	2004	M.-J.-M.	LAFOREST REJEAN
3108-97-4246-0-000-0000	4	0	CHALETS	LATREILLE SOPHIE
3108-97-5536-0-000-0000	1	2014	M.-J.-M.	LAFLAMME ERIC
3108-97-7646-0-000-0000	1	0	LAC-COLIBRI	ROY ANDRE
3108-97-9050-0-000-0000	1	0	LAC-COLIBRI	MUNICIPALITE SAINT- FAUSTIN-LAC-CARRE
3108-98-7998-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	BOULAIS DIANE
3108-99-4808-0-000-0000	2	0	COPAINS	BOULAIS DIANE
3108-99-6030-0-000-0000	4	0	COPAINS	BOULAIS DIANE
3108-99-6972-0-000-0000	4	0	COPAINS	BOULAIS DIANE
3108-99-9360-0-000-0000	4	0	COPAINS	BOULAIS DIANE
3109-80-0525-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	MALO LIONEL
3208-06-1676-0-000-0000	4	2046	CHALETS	PROVOST GINETTE
3208-06-3935-0-000-0000	4	0	CHALETS	BOISVERT CLAUDE
3208-06-6799-0-000-0000	4	0	CHALETS	RIVET JEAN
3208-06-7048-0-000-0000	4	2061	CHALETS	CAPARELLI VINCENZO
3208-06-9635-0-000-0000	4	2065	CHALETS	PAQUIN GUYLAINE
3208-07-0259-0-000-0000	1	2030	M.-J.-M.	SIROTA ISRAEL
3208-07-2212-0-000-0000	3	0	LAC-COLIBRI	BLAIS REAL
3208-07-4183-0-000-0000	1	2050	M.-J.-M.	KAPLANSKY GOLDIE WARSHAWSKY
3208-07-4321-0-000-0000	3	2029	M.-J.-M.	RIVET JEAN
3208-07-6531-0-000-0000	3	2037	M.-J.-M.	NIGER LISE MALEPART
3208-07-6892-0-000-0000	1	2044	M.-J.-M.	GLAZER HARRIET
3208-07-8334-0-000-0000	3	0	M.-J.-M.	KOHL PETER
3208-07-8600-0-000-0000	4	0	CHALETS	KRUG CATHERINE MESZAROS
3208-09-0910-0-000-0000	2	1993	COPAINS	BOULAIS DIANE
3208-09-2394-0-000-0000	4	0	COPAINS	LADOUCEUR GEORGES M
3208-09-3810-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	DESJARLAIS CLAUDE
3208-09-4969-0-000-0000	4	0	COPAINS	BOULAIS DIANE
3208-09-6817-0-000-0000	2	2005	COPAINS	DESJARLAIS CLAUDE
3208-09-9923-0-000-0000	2	2015	COPAINS	GRAVEL STEPHANE
3208-13-1000-0-000-0000	1	1953	LAC-COLIBRI	SELLITO GIOVANNI
3208-16-0798-0-000-0000	4	2070	CHALETS	LEONARD GEORGES
3208-16-1931-0-000-0000	4	2083	CHALETS	ROY ANDRE
3208-16-3293-0-000-0000	4	0	CHALETS	CHASSE JACQUES
3208-17-0630-0-000-0000	3	0	M.-J.-M.	MESZAROS MARTIN
3208-17-1099-0-000-0000	1	2060	M.-J.-M.	BOSSINOTTE HELENE
3208-17-3829-0-000-0000	3	2069	M.-J.-M.	MERGL JOSEPH
3208-17-4899-0-000-0000	1	2072	M.-J.-M.	CARTIER LIETTE
3208-18-6904-0-000-0000	1	2076	M.-J.-M.	POWELL PATRICK
3208-19-0677-0-000-0000	4	0	COPAINS	GIROUARD HUGUETTE
3208-19-1726-0-000-0000	2	0	COPAINS	ENTINGER HANS
3208-19-3930-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	SEGUIN MARCEL
3208-19-4182-0-000-0000	4	0	COPAINS	BRIDEAU CAROLE
3208-19-5931-0-000-0000	2	0	LAC-COLIBRI	LEFEBVRE AIME
3208-19-9539-0-000-0000	2	2027	COPAINS	GAGNON VERONIQUE
3209-00-6102-0-000-0000	4	1483	COPAINS	BARRE STEPHANE
3209-00-9909-0-000-0000	4	0	COPAINS	BRIDEAU CAROLE

3209-10-2913-0-000-0000	4
3209-10-5417-0-000-0000	4
3209-10-9322-0-000-0000	4
3209-11-2202-0-000-0000	4
3209-11-5074-0-000-0000	4
3209-11-7676-0-000-0000	4
3209-20-7655-0-000-0000	1
3209-30-0571-0-000-0000	2
3209-30-3531-0-000-0000	2
3209-30-6822-0-000-0000	2
Nombre de dossiers	96
Municipalité :	2
	94

Couronne 1 :	21
Couronne 2 :	19
Couronne 3 :	17
Couronne 4 :	39
Total :	<hr/> 96

0 COPAINS	LAPERLE ANDRE
0 COPAINS	GERVAIS ANDRE
0 COPAINS	DELPEUCH SYLVIE
COPAINS	VENNE ALAIN
0 COPAINS	DELPEUCH SYLVIE
0 COPAINS	MUNICIPALITE SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRE
1947 LAC-COLIBRI	9203-7803 QUEBEC INC.
0 LAC-COLIBRI	ALLARD GILLES
2018 LAC-COLIBRI	ANDRE GEORGES
2030 LAC-COLIBRI	ROY MARC

**ENTRETIEN DU CHEMIN DESJARDINS
LISTE DES PROPRIÉTÉS DESSERVIES
SAINT-FAUSTIN-LAC-CARRÉ**

Matricule	Adresse	Vacant	Unités	Propriétaire	
1	3000-91-7529-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3752	1	DESJARDINS MARTINE
2	3099-64-5678-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3956	1	BLAMEY ROBERT TERRY
3	3098-69-0449-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	105	1	BENNINGTON GARY
4	3099-20-1080-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4091	1	LACHAINE DIANE
5	3099-67-7725-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3880	1	BEAUCHAMP GILLES, POJE PARTICIA
6	3099-93-2523-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	146	1	WINIKOFF HENRY
7	3099-64-1810-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3967	1	MAYERS GERALD
8	3000-62-9545-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	DESJARDINS MARTINE
9	3099-31-5762-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	COTE CLAIRE
10	3099-65-8641-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3943	1	THEBERGE DANIEL
11	3099-10-7365-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4103	1	GONNEVILLE ANDRE
12	3099-56-9054-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3930	1	PILON MICHEL
13	3099-82-0427-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	131	1	BENOIT PIERRE (2/3), PRONOVOST MARGUERITE (1/3)
14	3099-85-2949-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	3803	1	LEVENSON HARVEY
15	3099-21-1850-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	GONNEVILLE ANDRE
16	3099-69-5177-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3890	1	MILLETTE JEAN-GUY
17	3099-31-0914-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4063	1	CHARETTE JEAN-PIERRE
19	3099-86-7344-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	3769	1	CYPIHOT ERIC, COTE MARTINE
20	3099-95-5144-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	3791	2	GEVRY MICHEL, BOUCHARD LYNE
21	3099-72-6205-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	127	1	GENIER MICHEL, RIOUX MANON
22	3099-82-4146-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	135	1	BAZINET MICHEL
23	3099-31-9096-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4043	1	BASTIEN YVES, ROBICHAUD DIANE
24	3099-42-7956-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3991	1	BENARD JEAN-PIERRE
25	3098-69-2190-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	107	1	CHALIFOUR FRANCOIS, STERNBECK LEEONIE
26	3099-00-1801-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4179	1	CAMPANOZZI DOMINIQUE
27	3099-93-4725-0-000-0000	LAC-CARIBOU (CHEM DU)	VACANT	0.5	LEGALT ARMAND
28	3099-02-9224-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	RICHARD LUCE
29	3099-10-0755-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4153	1	FONTAINE JEAN
30	3099-85-9232-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	3791	1	PLAXTON GARY
31	3099-21-6805-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4073	1	DUMAINE JEAN-PIERRE
32	3099-31-3146-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4053	1	COTE CLAIRE CHARETTE
33	3099-42-4353-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4013	1	TREPANIER RACHEL, MARLEAU GUY
34	3099-97-7482-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	VACANT	0.5	LEVENSON HARVEY
35	3099-56-2124-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	PEARSON AGATHE SANSOUCY
36	3099-75-2890-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	DESJARDINS MARTINE
37	3099-85-5570-0-000-0000	LAC-CARIBOU (CHEM DU)	VACANT	0.5	CYPIHOT ERIC, COTE MARTINE
38	3099-11-5957-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	LACHAINE DIANE
39	3099-88-9691-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3758	1	TRUDEL GILLES, MCDONOUGH FRANCOISE H
40	3099-43-7020-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3995	1	BOURASSA LOUISE, LACASSE MICHEL
41	3099-53-3223-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4001	1	FAZZARI A. SAVERIO, FAZZARI GIOVANNA CASEY, FAZZARI FRANCESCA VITTORIA
43	3099-75-0775-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3903	1	TRUDEL FRANCOISE MC DONOUGH
44	3099-86-1201-0-000-0000	DOMAINE-PATRY (CHEM DU)	3825	1	SCHECHTER STEPHEN
45	3099-01-7260-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	TRUDEL ANDRE
46	3099-10-3052-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4129	1	LEFRANCOIS GERALD
47	3099-70-4079-0-000-0000	LAC-CARIBOU (CHEM DU)	VACANT	0.5	DESJARDINS MARTINE
48	3099-76-6137-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	TRUDEL GILLES, TRUDEL FRANCOISE MC DONOUGH
49	3099-86-0425-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3865	1	CHALIFOUX MARGUERITE MCDONOUGH
50	3099-12-1878-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	GAUDETTE PIERRE
51	3099-00-6064-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4165	3	SIGNON GILLES, WAPLES JUDITH
52	3099-10-4858-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4111	1	TRUDEL ANDRE
53	3099-53-6876-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	3979	1	TALBOT HELENE
54	3099-11-2720-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4141	1	GIBLIN ELAINE
55	3098-69-8824-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	101	1	GERMAIN ISABELLE
56	3099-42-130-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	4031	1	COURNOYER SUZANNE
57	3099-60-3533-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	VACANT	0.5	FAZZARI GIOVANNA MARIA E.
58	3099-65-2871-0-000-0000	DESJARDINS (CHEM)	VACANT	0.5	MONETTE JEAN PIERRE
60	3099-61-9630-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	VACANT	0.5	FAZZARI GIOVANNA, FAZZARI FRANCESCA, FAZZARI SAVERIO
61	3099-60-4363-0-000-0000	LAC-CARIBOU EST (CHEM DU)	111	1	ROBERT DANIEL, ROY DIANE
63	3098-89-1393-0-000-0000	LAC-CARIBOU	VACANT	0.5	FAZZARI FRANCESCA VITTORIA
		TOTAL EN UNITES:		53	
		TERRAINS VACANTS:	18		
		LOGEMENTS	44		
			62		

ANNEXE C